

Qu'est-ce qui fait courir la ministre Roudy?

*12 et 13 octobre 1985.
Réunis en congrès à Toulouse,
les socialistes français vont
assister à une manifestation
inattendue. Une cinquantaine
de femmes, Yvette Roudy
en tête, s'avancent
à la tribune et réclament
20 % de candidates lors
du scrutin de mars prochain...
et des candidates susceptibles
d'être élues. Visiblement,
les «camarades» sont surpris.
Certains ne songent même
pas à retenir un «Qu'elles
retournent à leurs casseroles!»*
par Martine D'Amours



Yvette Roudy

De toute évidence, la ministre française des Droits de la femme a du cran. Du cran et de la voix. N'est-elle pas allée jusqu'à dénoncer publiquement: «Le PS traite les femmes comme des paillasons»? Qu'on arrête, dit-elle, cette pratique hypocrite qui consiste à présenter des femmes candidates là où l'on sait pertinemment qu'elles n'ont aucune chance d'être élues.

Deux semaines après le congrès de Toulouse, dans un ministère bouillonnant d'activité, je rencontrais cette obstinée qui mène bataille pour l'accès des femmes à la chasse masculine la mieux gardée. D'abord à l'intérieur du Parti socialiste où, admet-elle, c'est chaque fois une conquête à renouveler.

Mais le problème n'est pas exclusif au PS. Si les tendances se poursuivent, la prochaine Assemblée nationale française risque fort de ne compter que 3 à 4% de femmes, contre 5,7% actuellement. Aussi la ministre participe-t-elle, avec d'autres femmes de différentes formations politiques, à créer une association non partisane qui incitera les femmes à défendre leur place dans toutes les sphères d'activité, y compris la sphère politique.

Défoncer les chasses gardées, reprendre les places usurpées: une constante dans le discours d'Yvette Roudy. Un leitmotiv qui lui vient de loin. À 16 ans dactylo dans une conserverie de poisson, elle s'est forgé un avenir qui, disait-on, n'était pas pour elle: le retour aux études, le travail à son compte, le militantisme.

Roudy est l'une des rares femmes à être arrivée en politique par le biais du féminisme. Son appartenance au Mouvement démocratique féminin a précédé - et marqué - son militantisme dans les rangs socialistes. Dans son livre *À cause d'elles*¹, elle raconte comment une poignée de féministes ont réussi, face aux sarcasmes des uns

et à l'incrédulité des autres, à mener une action et une réflexion efficaces qui trouvent aujourd'hui leur accomplissement dans l'exercice du pouvoir. «Là, conclut-elle, se trouvent sans doute les limites de tout combat, aussi démocratique soit-il.»

Sous le ciel des machos

J'espérais l'entendre parler de cela justement, des limites, ou tout au moins des difficultés d'être ministre des Droits de la femme dans un gouvernement de gauche. J'espérais un peu d'impatience devant la lenteur de la machine, devant les atermoiements des collègues.

Naïveté de ma part, sans doute. Roudy-la-fonceuse met en évidence les avancées, non les faiblesses. Il y a cinq ans, son ministère n'existait pas. Cette année, on a augmenté son budget et promu sa titulaire au rang de ministre à part entière. «Il y a bien eu un certain scepticisme au début mais ce ministère s'est imposé par son travail.» Et par ses réalisations, car il y en a. Loi sur l'égalité professionnelle, la grande loi pro-femmes du gouvernement de gauche. Remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Campagnes nationales d'information, notamment sur la contraception. Financement de stages dans les métiers non traditionnels, spécialement en informatique. La liste est longue et à l'entendre, on croirait que les socialistes ont endossé, comme une deuxième peau, les revendications féministes.

Pas de problème, donc? Mais si, j'insiste, il y en a eu au moins un, et de taille. Madame Roudy n'aime guère parler de ce projet de loi antisexisme qu'elle a dû abandonner tant la levée de bouclier a été rapide...et unanime. Il ne s'agissait pourtant que d'étendre à la discrimination sexiste les dispositions de la loi antiracisme de 1972. «Mais alors, devait écrire Yvette Roudy quelques mois plus tard, le ciel des machos me tomba sur la tête.»

Comme on s'en doute, les machos n'étaient pas tous du même bord. Le quoti-

dien de gauche *Libération* ouvrit le bal en titrant: «Une loi cache-sexe» et, à l'unisson, publicistes, politiciens et médias de gauche comme de droite crièrent haro sur la censure. En coulisses, on dit que même le groupe parlementaire socialiste ne voulait pas de cette loi.

Yvette Roudy ne va pas jusque-là. «Certains de mes collègues n'ont pas eu le courage de me soutenir jusqu'au bout, explique-t-elle. Ils trouvaient l'idée bonne et m'ont encouragée à la présenter mais quand j'ai été attaquée, ils ont simplement...regardé ailleurs. Mais c'est courant en politique, vous savez...»

L'épisode est éloquent. Ce qu'il a révélé aussi, par ailleurs, c'est que le mouvement des femmes français est trop faible pour peser dans la balance des orientations politiques.

L'autre moitié du chemin?

Yvette Roudy se plaît à dire: «Je fais la moitié du chemin; aux femmes de faire l'autre moitié.» De quoi en énerver plus d'une dans les rangs féministes, d'ailleurs partagés à son sujet. Tout en l'identifiant à l'aile la plus progressiste du PS - elle s'est, par exemple, prononcée en faveur de la semaine de 30 heures -, tout en reconnaissant son courage politique, on lui reproche parfois de chercher à occuper tout le terrain,

Attention! Femmes au travail!

Pour mesurer l'avancement des femmes, l'emploi est un bon indicateur. Quels sont les salaires, les responsabilités et les pouvoirs des travailleuses françaises? De 1950 à 1984, l'écart salarial entre femmes et hommes était passé de 36 % à 26 %, un progrès peu exceptionnel de 10 %. Depuis 1984, la réduction des inégalités s'est encore ralentie et au rythme actuel, l'égalité des salaires ne sera pas au rendez-vous avant 2075!

Si les nouvelles professions (informatique, recherche, etc.) rémunèrent plus équitablement les femmes, elles ont rarement accès aux postes de décision et de direction et l'écart salarial s'accroît avec les années. D'après une enquête Cégos publiée par le *Nouvel Observateur* (29 novembre 1985), entre 30 et 45 ans, l'écart passe de 4 à 7 % en informatique, de 3 à 5 % en études et recherche, de 10 à 15 % dans le secteur commercial et de 13 à 18 % en administration et en gestion. Les femmes cadres, elles, gagnent 8,6 % de moins que leurs collègues mâles à 30 ans, 18,7 % à 45 ans, 25 % à 55 ans.

Ce constat amenait 85 femmes, «parmi les plus influentes dans leurs domaines respectifs», à signer le *Manifeste des 85 pour l'égalité des femmes* paru dans le même *Nouvel Obs.* De Simone de Beauvoir à Claire Brétecher en passant par des députées so-

Proportionnelles

Dans le mode de scrutin «à la proportionnelle» qui prévaut en France, le sort des minorités politiques se joue au moment de la fabrication des listes. Le système fonctionne comme suit: dans chacune des circonscriptions électorales, chaque parti présente non pas une candidature mais une liste de candidat-e-s placée-e-s par ordre d'importance.

À l'issue du scrutin, le parti verra siéger en Chambre un nombre de candidat-e-s proportionnel au nombre de votes recueillis par sa liste. Comme on peut s'y attendre, seul-e-s les premier-e-s de la liste seront élu-e-s.



Si donc, au moment de la fabrication des listes, les partis relèguent les femmes au dernier rang, on se retrouvera avec beaucoup de candidates mais peu de députées. Ce que madame Roudy et les autres femmes du PS ont obtenu, suite à l'esclandre du congrès d'octobre, c'est l'assurance que les 20% de candidates socialistes seraient «régulièrement réparties», c'est-à-dire proportionnellement aussi nombreuses que les hommes en tête de liste.

M.D.

cialistes, une cavalière et une championne de tennis, toutes invitent les «partenaires sociaux» à lever les blocages à l'égalité professionnelle (embauche, salaire, carrière), un principe réaffirmé en 1983 par la Loi Roudy, qui reprenait une loi de 1972 et la constitution française elle-même.

Dans une perspective semblable, les 7 et 8 décembre, se tenait à Paris une *Rencontre des lieux d'expression et d'initiatives de femmes*. Des femmes et des groupes de toutes les régions de France y discutaient entre autres de travail, d'emploi, de nouvelles technologies...

D'autre part, au CNRS ou ailleurs, des

de se prétendre, en somme, la dépositaire attitrée du féminisme.

On a dit volontiers que l'arrivée de la gauche au pouvoir et la création d'un ministère des Droits de LA femme (toujours LA femme!) étaient venues brouiller les cartes. C'est peut-être vrai. Ce qu'il faudrait admettre avec autant de force, c'est qu'en 1981, le mouvement des femmes était déjà en période de reflux. Alors? Alors, comme l'exprime une ancienne militante qui travaille aujourd'hui au MDF, «ce ministère fait un minimum, mais il faudrait une base pour faire pression.»

Actuellement, cette base n'existe pas, ou pas suffisamment pour utiliser l'atout que représentent une ministre et un ministère composé de féministes. Et si cette base se remettait à bouger? Parions que madame Roudy aurait tout à y gagner. Faisant allusion à l'épisode de la loi antisexisme, n'a-t-elle pas exprimé le souhait que «les femmes s'organisent en groupes de pression impossibles à contourner»? 🐦

Martine D'Amours, ex-secrétaire de rédaction de la revue *Vie ouvrière*, collabore maintenant, comme pigiste, à *Mouvements*, *La Vie en rose* et *Pour le socialisme* (désormais *L'autre actualité*).

1/ *À cause d'elles*, Yvette Roudy, Éd. Albin Michel, Paris, 1985, 233 pages.

chercheuses, sociologues, économistes ou historiennes, travaillent sur des thèmes comme les rapports sociaux liés au sexe ou la division sexuelle du travail, par des recherches empiriques auprès des entreprises, des femmes et de leurs familles. De plus en plus, la réalité des femmes prend forme: leurs emplois, leurs conditions de vie, leur «production domestique»; les rapports sociaux dans lesquels elles vivent sont décrits, chiffrés, analysés.

Ces travaux sont généralement mieux subventionnés en France qu'au Québec et leurs résultats sont diffusés dans des revues spécialisées, soit féministes comme *Nouvelles Questions féministes*, *Pénélope*, les *Cahiers du GRIF* ou de l'*Atelier Production-Reproduction*, soit d'économie ou de sociologie. Les chercheuses publient aussi des bouquins plus «grand public», comme *Espace et temps du travail domestique* ou *Une histoire des femmes est-elle possible?*²

Formes de travail et d'expression diversifiées, multiples, mouvantes, difficiles à saisir. *Qui a peur du travail des femmes?*³ demandait récemment une sociologue française. Certains seraient-ils inquiets? Les femmes ne sont plus (seulement) dans les rues et on ne sait pas à quoi elles travaillent si assidûment... 🐦

DIANE TREMBLAY
PARIS

1/ Chabaud-Rychter, Fougeyrollas Schwebel et Sonthonnax, Librairie des Méridiens, déc. 1985.

2/ Ouvrage collectif, dirigé par M. Perrot, Éd. Rivages, 1984.

3/ M. Maruani, Éd. Syros, déc. 1985.